

LA MAUVAISE GRAINE

Feuille d'information du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste

groupe-proudhon@federation-anarchiste.org



Le pouvoir socialiste détruit nos droits.

Depuis son élection en 2012 à la présidence de la République, François Hollande et son gouvernement prétendu « socialiste » font preuve d'une froide cohérence politique, bien loin de l'image du « Flamby » véhiculée par certains médias qui se voudraient satiriques.

Cette politique, c'est la destruction du Code du travail, des conventions collectives et une attaque en règle contre les derniers acquis sociaux des travailleurs. Car le soutien de l'État au patronat ne se traduit pas seulement par l'octroi de cadeaux fiscaux aux montants astronomiques (plus de 40 milliards d'euros en trois ans !) ; c'est aussi une sévère « réforme » du marché du travail et du fonctionnement de l'entreprise, avec l'instauration de ce qu'ils appellent la « flexi-sécurité » (pouvoir licencier plus facilement et précariser davantage les conditions de travail pour, soi-disant, créer des emplois). Une politique qui a depuis longtemps prouvé son échec (le chômage ne diminue pas, les patrons ne tiennent pas leurs engagements), mais que le gouvernement continue d'appliquer, avançant cette fois à marche forcée.

Après les lois Macron et Rebsamen, véritables bombes antisociales, la dernière attaque en date a pris la forme d'un rapport, élaboré par un certain Jean-Denis Combrexelle, concernant une refonte du Code du travail. L'idée est vieille comme la droite : il faut assouplir ce Code-là ! Car le célèbre livre rouge, qu'on dit complexe et illisible, serait, bien sûr, le responsable du chômage, de la crise, de la misère sociale (et pourquoi pas aussi de la guerre en Syrie ?). Les patrons, pauvres malheureux, n'arriveraient pas à se dépatouiller avec ce gros livre, rechignant, de fait, à créer de nouveaux emplois. Que dit ce rapport et en quoi ne laisse-t-il rien présager de bon pour notre avenir de travailleur ?

Le rapport, qui devrait servir de base à un projet de loi en 2016, se targue de dessiner les contours d'un Code du travail 2.0, accessible à tout le monde et, donc, plus à même d'être respecté. Ainsi, travailleurs comme patrons y seraient gagnants (exit l'antagonisme de classe, bien sûr !). Mais, à lire ledit rapport, on se rend vite compte que, si cette histoire venait à devenir réalité, il n'y aurait qu'un seul grand gagnant, toujours le même : le patronat. Car Combrexelle n'y va pas de main morte contre nos acquis sociaux... Zoom sur les points les plus sombres :

– **Enterrement des 35 heures** en permettant aux entreprises de négocier des accords internes repoussant le seuil des heures supplémentaires au-delà de la 36e heure.

– **Revoir les indemnités de licenciement à la baisse** dans le cadre d'un accord de maintien de l'emploi. Autrement dit, si vous préférez le licenciement aux nouvelles cadences de travail et aux baisses de salaire imposées par la direction, vous percevrez bien moins d'indemnités de licenciement.

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est une organisation politique basée sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) qui garantit aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni États, sans patries ni frontières.

Nous voulons rendre possible l'édification d'un ordre social basé sur l'entraide, la solidarité, fondé sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'Idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.



– **Faire du numérique une zone de non-droit** : les entreprises du numérique – présentées comme l’avenir de l’économie française – auraient tout loisir à élaborer et tester de « nouveaux modes de relation sociale » en matière de rémunération, de durée de travail, de travail de nuit et de représentation syndicale ! Des mesures qui, n’en doutons pas, seront ensuite répercutées au-delà du seul secteur numérique...

– **Limiter les accords sociaux** en leur donnant une date de péremption (quatre ans).

Le pire, dans tout cela, c’est que, malgré l’ampleur des attaques envisagées, les syndicats n’ont pas vraiment l’air de se sentir concernés. Ou alors ils le font savoir bien mollement. Excepté la CFDT, qui, bien sûr, a presque applaudi des deux mains ce rapport-là, assurant l’État de son soutien quant à sa démarche d’assouplissement (sic) du Code du travail ! On croit rêver...

L’avenir de ce rapport scélérat ne se jouera qu’à notre niveau, celui des entreprises dans lesquelles nous sommes exploités et dans les structures de classe interprofessionnelles que nous saurons investir et animer pour impulser un mouvement social conscient et radical. Les directions syndicales nous ont déjà montré leur incapacité à mobiliser sérieusement contre le gouvernement « socialiste » ; à nous de reprendre nos luttes en mains et de leur montrer que nous pouvons faire sans elles. Sans elles et sans les partis politiques qui, pour sûr, ne vont pas tarder à revenir avec leurs éventails de promesses démagogiques, future campagne présidentielle oblige.

Plus que jamais, faisons entendre notre refus de cette société capitaliste qui nous écrase au quotidien, et construisons ensemble notre autonomie.



Retrouvez les militantes et militants du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste à la librairie associative
L’Autodidacte – 5 rue Marulaz (Besançon)
les mercredis de 16h à 19h et les samedis de 15h à 19h

contact :

CESL ; BP 121 ; 25014 Besançon cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/>

Liberté de circulation

Le récent afflux de migrant-e-s et les drames qui en découlent aux frontières de l’Europe provoquent un mouvement d’indignation.

Les guerres au Moyen-Orient et en Afrique forcent au départ des millions de personnes. Certaines essaient de rejoindre l’Union Européenne, pour y trouver refuge, y vivre et y travailler.

On ne saurait oublier la responsabilité des puissances occidentales, dans le chaos des zones concernées par les exodes, du fait des interventions militaires et des politiques de libre-échange.

En France, les conditions d’accueil qui sont réservées aux migrant-e-s sont indignes, bien souvent obligé-e-s de dormir dans la rue et privé-e-s de soins, leurs droits les plus élémentaires sont bafoués.

Face aux situations tragiques que vivent les migrant-e-s, les solidarités se multiplient. Aussi louables soient-elles, elles ne peuvent entièrement répondre à un problème qui est avant tout politique.

La principale réponse de l’Europe est la militarisation de ses frontières. La fermeture des frontières est criminelle.

Face à cette situation, il n’y a pas d’autres solutions que d’ouvrir les frontières.

Qu’on les appelle réfugié-e-s, migrant-e-s ou sans-papiers, nous exigeons des droits égaux pour toutes et tous, des titres de séjour, l’accès aux soins et au logement.

Et, face à l’urgence de la situation, ouvrons les frontières, liberté de circulation pour toutes et tous.

